

La réforme judiciaire de 1958 et ses incidences sur la jurisprudence vétérinaire

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 14 Décembre 1962

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Louis FORMISYN

Né le 24 Avril 1934, à PARIS (Seine)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1962

LA REFORME JUDICIAIRE DE 1958
ET SES INCIDENCES
SUR LA JURISPRUDENCE VETERINAIRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La réforme judiciaire de 1958 et ses incidences sur la jurisprudence vétérinaire

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 14 Décembre 1962

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Louis FORMISYN

Né le 24 Avril 1934, à PARIS (Seine)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1962

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur	M. FLORIO
Directeurs honoraires	M. JUNG
	M. TAPERNOUX
Professeur honoraire	M. CUNY

PROFESSEURS

Physique, Chimie, Pharmacie, Toxicologie	MM. TAPERNOUX
Anatomie descriptive, Extérieur, Anatomie appliquée	BARONE
Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie ..	BOST
Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique .	LUCAM
Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale	FLACHAT
Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasitologie interne	EUZEBY
Pathologie médicale des équidés et des carnivores, Législation vétérinaire	FLORIO
Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	COTTEREAU
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale .	COLLET
Obstétrique, Pathologie de la reproduction	BERTRAND
Microbiologie, Immunologie, Maladies contagieuses, Police sanitaire	JOUBERT
Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie rurale	FROGET
Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation ..	JEAN-BLAIN

CHEFS DE TRAVAUX

MM. MAGAT, FERNEY, RUCKEBUSCH, Agrégés.
MM. BUSSIERAS, OUDAR, VAN HAVERBEKE.

ASSISTANTS

MM. LAPRAS, LE NIHOUANNEN.

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : M. le Professeur ROCHE, de la Faculté de Médecine.
Premier Assesseur : M. le Professeur FLORIO, de l'Ecole Vétérinaire.
Deuxième Assesseur : M. le Professeur COTTEREAU, de l'Ecole Vétérinaire.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A TOUTE MA FAMILLE

A TOUS MES MAITRES

A MONSIEUR LE PROFESSEUR ROCHE

Médecin des Hôpitaux

*Professeur de Médecine Légale et de Déontologie
à la Faculté Mixte de Médecine et de Pharmacie de Lyon*

Qui nous a fait le très grand
honneur d'accepter la présidence du
jury de notre thèse.

Hommage respectueux.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR FLORIO

Directeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

*Professeur de Pathologie Médicale
et de Législation Vétérinaire*

A qui nous devons le sujet de cette thèse.

Modeste témoignage de notre reconnaissance pour l'enseignement que nous avons reçu de lui et pour le bienveillant intérêt qu'il nous a constamment accordé.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR COTTEREAU

*Professeur de Pathologie Médicale
à l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon*

Qui a bien voulu faire partie du jury de notre thèse.

Qu'il trouve ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

INTRODUCTION

Le droit français a été, au cours de l'année 1958, l'objet de modifications d'importance introduites par différentes dispositions législatives en date du 22 décembre 1958, dispositions fondées sur la base de la Constitution du 4 octobre de la même année.

Cette réforme, en remaniant profondément la structure de l'appareil judiciaire, du moins en ses degrés inférieurs, l'a parallèlement doté de nouvelles attributions. Ces deux points formeront la matière essentielle de cet exposé, et nous nous y attacherons surtout à en souligner les traits marquants, sur le plan de la seule jurisprudence vétérinaire qui nous intéresse ici.

Après l'étude des divers tribunaux et juridictions existants jusqu'en 1958 et de leurs compétences respectives en matière civile, nous aborderons l'objet même de ce travail en insistant sur l'aspect et la portée pratiques de la récente évolution, qui procède autant de l'organisation judiciaire nouvelle que des attributions propres des nouvelles juridictions établies.

Il va sans dire que notre intention n'est pas ici d'étudier dans le détail tous les changements intervenus dans le droit vétérinaire depuis 1958. Nous nous bornerons à dégager l'essentiel des textes législatifs majeurs, dans les limites que nous nous sommes imposées ; en particulier, les dispositions nouvelles d'ordre pénal ou financier ayant trait directement ou indirectement au contentieux vétérinaire ne seront qu'évoquées sans autre commentaire.

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIENNE ORGANISATION JUDICIAIRE

Etablie de longue date, cette organisation subsistait encore en 1958, jusqu'à la promulgation des ordonnances et décrets qui la modifièrent. Il est cependant utile de la connaître, et nous en rappellerons brièvement les principaux caractères, notamment en ce qui concerne les tribunaux institués et leur compétence, ainsi que les auxiliaires de justice qui leur sont affectés.

LES TRIBUNAUX ET LEUR COMPETENCE

Les différentes juridictions seront réparties en deux groupes comprenant :

— le premier, les juridictions inférieures : justices de paix, tribunaux civils ou de première instance, tribunaux de commerce ;

— le second, les juridictions supérieures : Cours d'appel et Cour de cassation.

Cette classification, purement didactique et conventionnelle, se prêtera mieux à l'étude que la division légale des tribunaux en juridictions ordinaires ou de droit commun (tribunaux civils et Cours d'appel) et en juridictions d'exception (tribunaux de commerce et justices de paix), couronnées par la juridiction très spéciale qu'est la Cour de cassation. Elle a en effet le mérite de présenter les tribunaux successifs dans l'ordre où ils auront à connaître d'une affaire.

Justices de paix.

Les tribunaux de simple police ou justices de paix représentent le premier échelon de la hiérarchie judiciaire, en ce sens qu'ils connaissent des actions de la moindre importance. Etablies dans chaque unité territoriale administrative, les justices de paix permettent à leurs justiciables de trouver, par l'intermédiaire des magistrats qui y exercent leurs fonctions, une conclusion rapide et économique dans les litiges afférents aux transactions portant sur les animaux domestiques. Il est évident que, dans ces cas, les parties ne sauraient attendre longtemps la solution définitive d'une affaire.

Le même souci de simplification et de commodité a conduit à fixer la compétence territoriale de ces tribunaux : sont seuls compétents ceux du canton dont dépend le domicile ou la résidence du défendeur, vendeur de l'animal en litige, cette disposition consacrant d'ailleurs le vieil adage « actor sequitur forum rei ».

Le taux de compétence rationae materiae a été porté par l'article premier de la loi du 12 juillet 1905, modifié par les lois des 24 mai 1951 et 3 juin 1955 à 35.000 anciens francs en dernier ressort et à 150.000 anciens francs à charge d'appel devant la juridiction supérieure. En matière de vices rédhibitoires, une compétence extraordinaire est accordée aux juges de paix, en vertu de l'article 9 de la loi du 2 août 1884, devenu depuis l'article 293 du Code rural.

Tribunaux civils.

Ils existent en principe dans chaque arrondissement et siègent au chef-lieu de celui-ci. Définies par l'article 59 du Code de procédure civile, leurs attributions les fondent à connaître, en matière civile, personnelle ou mobilière, et dans les limites de leur compétence territoriale :

— des actions de montant supérieur à 150.000 anciens francs, exception faite des actions en réhabilitation dont les tribunaux civils peuvent connaître, sur appel, à partir de 35.000 anciens francs.

— en général, de toutes les actions qui n'ont pas été formellement attribuées par la loi à d'autres tribunaux.

— enfin des actions résultant de litiges dont appel a été interjeté après décision du tribunal de simple police, ou dirigé contre des sentences arbitrales qui eussent été du ressort de ce dernier. Les décisions des tribunaux civils statuant sur appel sont toujours rendues en dernier ressort.

Le tribunal civil ne peut connaître d'une affaire en première instance que si les parties ne sont pas commerçantes ; dans le cas contraire, le litige est du ressort du seul tribunal de commerce. Néanmoins, en certaines circonstances et à défaut de ce dernier, le tribunal civil peut statuer comme juridiction consulaire (article 640 du Code de commerce). Nous en verrons ci-après quelques exemples.

Tribunaux de commerce.

Leur rôle est de statuer en premier ressort sur les litiges dont l'origine est fondée sur un acte de commerce. Ils connaissent donc des contestations entre commerçants et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes (article 631 du Code de commerce).

Leur compétence relative, réglée par l'article 420 du Code de procédure civile, laisse une certaine liberté au demandeur, qui peut porter l'action :

— soit devant le tribunal de commerce du domicile du défendeur ;

— soit devant celui dans le ressort duquel la promesse de vente a été faite ou l'animal livré ;

— soit devant celui dans le ressort duquel devait se faire le paiement de la vente.

Pour les actes dits mixtes, qui sont passés entre un commerçant et une partie non commerçante, la compétence des tribunaux de commerce dépend de la personnalité du défendeur :

— s'il n'est pas commerçant, seul le tribunal civil ou celui de justice de paix peut être saisi, selon la valeur du litige ;

— s'il est commerçant, son adversaire peut, à son choix, l'assigner devant le tribunal civil, juge de droit commun, ou le tribunal de commerce, juge naturel du vendeur.

Dans l'un ou l'autre cas, la valeur des intérêts en cause n'est pas retenue, sauf pour décider si l'appel est ou n'est pas licite.

En vertu de l'article 639 du Code de commerce, modifié par l'ordonnance du 30 octobre 1945, le tribunal de commerce statue en dernier ressort jusqu'à 40.000 anciens francs, à charge d'appel au-delà. Il ne peut enfin connaître de l'affaire s'il s'agit d'un vice rédhibitoire, le juge de paix étant alors seul compétent. Toutefois, s'il n'existe pas de tribunal de commerce dans l'arrondissement, l'action en matière commerciale sera portée devant le tribunal civil, nonobstant la qualité commerçante des deux parties.

Cours d'appel.

Au nombre de 27, les Cours d'appel comprennent généralement plusieurs départements dans leur ressort. Leur compétence normale les fait juges d'appel de toutes les affaires jugées en premier ressort par les tribunaux civils ou de commerce de leur juridiction.

Elles peuvent être aussi juges d'appel d'ordonnances de référé rendues par le Président du tribunal civil ou de commerce, ou de sentences arbitrales intervenues en des litiges qui, soumis à la procédure judiciaire, eussent été de la compétence des précédents. Elles doivent néanmoins dans ces cas se conformer aux règles de compétence rationæ materiæ des juridictions correspondantes.

Cour de cassation.

Sans apprécier les éléments de fait du procès, mais les acceptant tels qu'ils résultent des motifs des jugements ou des arrêts soumis à sa censure, elle connaît seulement des questions de droit. Statuant sur les pourvois faits contre des jugements rendus en dernier ressort, elle a pour mission exclusive de rechercher s'il n'y a pas eu, sensu stricto, violation de la loi.

Elle ne constitue donc pas un troisième degré de juridictions ; cependant ses arrêts, qui acceptent le pourvoi et cassent un jugement contesté, contribuent puissamment, telle est leur autorité, à fixer, sur un point particulier mal défini par les lois, une interprétation équivalant à une véritable doctrine à laquelle se conformeront généralement les tribunaux qui auront par la suite à décider de cas semblables.

LES AUXILIAIRES DE JUSTICE

Bien qu'en principe nul ne soit censé ignorer la loi et que tout justiciable doive posséder les connaissances qui seront nécessaires au soutien de sa cause, l'édifice judiciaire est d'une telle complexité que le profane ne pourrait à lui seul agir dans les formes et respecter le protocole juridique.

Il existe en outre nombre d'actes et de démarches qu'il ne saurait accomplir lui-même, tant pour sa propre défense et l'assignation éventuelle d'un défendeur que pour la procédure imposée devant les tribunaux. Aussi ces multiples raisons contraignent-elles l'éleveur, le marchand de bestiaux, l'exploitant ou le boucher à avoir recours aux lumières d'hommes de loi, ou officiers ministériels, qui apparaissent ainsi comme de véritables auxiliaires à la fois de la justice et du justiciable.

Avoués, ils conseilleront les parties et les représenteront en vertu d'un mandat licite et régulièrement conféré ; avocats, ils apporteront leur science et leur éloquence à l'exposé des moyens, des prétentions et de la défense des plaignants ; greffiers, ils conserveront copie des décisions rendues et en garantiront l'authenticité ; huissiers enfin, ils serviront d'agents entre le tribunal et les parties et assureront à ces dernières la signification des actes de justice dans les formes prescrites.

Auprès des tribunaux de commerce existent encore des agréés, comparables aux avoués, et des arbitres-rapporteurs destinés à apporter au tribunal un complément d'information.

Nous allons voir rapidement le rôle, les fonctions et les prérogatives de chacun de ces auxiliaires.

Avoués.

Chargés de représenter les parties devant les Cours d'appel et les tribunaux civils, ces officiers ministériels assurent et dirigent l'instruction de la demande ainsi que la procédure, et font officiellement savoir à la justice et à ses magistrats, par leurs conclusions, les prétentions des parties. Dans la première de ces fonctions, ils postulent ; ils concluent dans la seconde.

Leur intermédiaire, facultatif devant les justices de paix et les tribunaux de commerce, devient obligatoire devant les juridictions ordinaires.

Dans certaines circonstances, d'autres fonctions leur sont dévolues à titre exceptionnel ; ils peuvent ainsi compléter un tribunal lorsque le nombre de ses membres est insuffisant et qu'il n'y a pas dans la salle d'avocat pour remplir cet office. Ils peuvent plaider dans quelques cas particuliers, soit lors d'un incident de procédure de nature à être jugé sommairement, soit lorsque l'affaire les amène à représenter leurs clients devant un tribunal d'exception.

Ils ont toute faculté de proposer des offres, de faire des concessions et même de passer des aveux qui lient entièrement leurs clients, à moins que ceux-ci ne les désavouent.

Leur compétence territoriale est limitée à l'arrondissement du tribunal civil (avoués près le tribunal) ou au siège de la Cour d'appel de leur résidence (avoués à la Cour).

Avocats.

Si, selon la loi, les parties peuvent plaider elles-mêmes leur cause devant le tribunal, bien peu usent en fait de ce droit. Le tribunal est en outre habilité à retirer la parole aux parties qui en abuseraient ou seraient par trop malhabiles. Il est donc, en raison de leur incompétence en la matière, pratiquement toujours fait appel à un avocat qui se charge de ce soin. Par l'argumentation qu'il développe à la barre, il assure ainsi la défense de la partie qu'il assiste.

Il convient de noter qu'à la différence de l'avoué, l'avocat n'est pas le mandataire de son client ; il n'est en rien responsable envers celui-ci de ses actes ou de ses paroles, ni comptable de sa gestion de l'affaire, quoique cette distinction s'atténue devant les juridictions d'exception, où l'avocat assume, outre les siennes propres, les fonctions d'avoué.

Le droit de plaider, sauf dérogations prévues par la loi, et sous réserve des cas afférents aux tribunaux d'exception, constitue un monopole dont jouit l'avocat devant toutes les juridictions. Devant la Cour de cassation, où la procédure et les débats revêtent une forme spéciale, l'office d'avocat est réservé à une catégorie particulière de ces magistrats.

En d'autres termes, une cause ne peut être défendue que par l'intéressé lui-même ou par l'avocat qu'il s'est choisi ou qui lui a été attribué. Elle ne peut jamais l'être par un tiers non inscrit à l'Ordre des avocats.

En ce qui concerne la nature des obligations qui lient l'avocat à son client, on doit considérer qu'il existe là un contrat synallagmatique, l'avocat rémunéré par son client s'engageant à défendre ses intérêts et encourageant, de ce chef, une responsabilité morale et pécuniaire s'il vient à y faillir sans cause légitime. Il n'est pas tenu d'accepter une cause, mais il doit la soutenir s'il s'y est engagé.

Les avocats à la Cour de cassation jouent à la fois le rôle d'avoué et d'avocat près de cette juridiction. Ils sont chargés concurremment de plaider, de postuler et de conclure, mais ils conservent néanmoins toute faculté de plaider devant toutes les autres juridictions de droit commun.

Huissiers.

Ce sont des officiers ministériels agissant dans le ressort territorial de l'arrondissement auquel ils sont attachés, et dont les fonctions sont protégées par l'article 224 du Code pénal.

Ils assurent la signification des actes judiciaires et extra-judiciaires ; ils participent à l'exécution forcée des actes publics ; ils sont enfin responsables, avec le titre d'huissier-audienciers, du service intérieur des tribunaux.

Greffiers.

Chargés de donner authenticité aux actes des juges, soit à l'audience, soit en transport judiciaire, ils existent auprès de toutes les juridictions susceptibles de connaître des contestations au sujet des animaux domestiques.

Agréés.

Ils assistent, avec les prérogatives de mandataires, les parties devant les tribunaux de commerce mais ne jouissent à cet égard d'aucun monopole, leur représentation étant libre, ce qui les distingue des avoués. Leur situation reste au demeurant assez proche de celle des avoués et des avocats, quoi qu'ils ne puissent se prévaloir de leurs fonctions que devant le tribunal dont ils ont reçu l'agrément.

Arbitres-rapporteurs ou arbitres-experts.

Désignés par le tribunal pour « examen de pièces, comptes et registres pour entendre les parties et les concilier si faire se peut, sinon donner leur avis », ils existent seulement près des grands tribunaux de commerce et forment des corporations analogues à celles des agréés.

On trouve parmi eux certains vétérinaires qui, outre leur influence favorable dans les tentatives de conciliation, sont pour les juges consulaires des collaborateurs appréciés pour leurs connaissances spéciales, juridiques et professionnelles.

PROCEDURE JUDICIAIRE

La procédure est l'ensemble des modalités à observer et des règles à suivre pour faire valoir ses droits en justice.

Lors d'une contestation au sujet d'un animal domestique, les parties peuvent résoudre le litige sans faire appel aux tribunaux : c'est la procédure extra-judiciaire (règlement amiable par transaction, arbitrage par des tiers), qu'il n'est pas question d'envisager ici.

Elles ont aussi faculté de s'adresser à la justice et doivent alors suivre la procédure judiciaire.

Nous exposerons succinctement les formes de celle-ci devant les différents tribunaux dans le chapitre consacré à la réforme judiciaire. Les modifications de structure et de compétence des tribunaux ont en effet provoqué un changement de procédure pour quelques litiges particuliers, dont ceux fondés sur l'existence de maladies contagieuses.

Cette disposition se justifie à nos yeux par le fait que, sur le plan didactique, l'étude des nouvelles juridictions est directement associée à celle de la procédure. Il nous a paru préférable de rapprocher les exposés complets de ces deux titres dans le chapitre suivant, plutôt que de traiter ici de la seule procédure et d'énumérer plus loin les quelques points modifiés par la réforme.

CHAPITRE II

LA NOUVELLE ORGANISATION JUDICIAIRE

TEXTES LEGISLATIFS

Procédant d'une série d'ordonnances et de décrets parus au « Journal Officiel » du 23 décembre 1958, et qui renferment en eux seuls toute la matière de la réforme, cette réorganisation, dont l'élaboration et la réalisation avaient été légitimées par le texte même de la Constitution, a doté la magistrature d'un statut et d'institutions de caractère rénové, mieux adaptés aux contingences actuelles.

Il importe d'exposer d'abord les textes de base, formés par la Constitution et le « Journal Officiel ».

La Constitution de 1958.

Promulguée le 4 octobre 1958 par décret du Président de la République, elle a jeté, par certains de ses articles portant des dispositions d'ordre constitutionnel ou organique, le fondement du nouveau régime.

Son article 37 précise notamment que :

« Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

« Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets pris après avis du Conseil d'Etat. Ceux de ses textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil Constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire, en vertu de l'alinéa précédent ».

Or nombreuses sont les dispositions, dont certaines intéressent le droit vétérinaire, qui sont passées ainsi du domaine de la loi dans celui du règlement, leur caractère ayant été considéré comme désormais réglementaire. Les ordonnances et décrets du 22 décembre 1958 se réclament d'ailleurs tous de cet article qui les justifie et leur confère une légalité plénière.

Les articles 91 et 92 de la Constitution interviennent pour fixer le délai de mise en place des nouvelles institutions et les modalités de proposition et de forme des mesures législatives qu'elles nécessitent.

Article 91. — « Les institutions de la République prévues par la présente Constitution seront mises en place dans le délai de quatre mois à compter de sa promulgation...

« Les autorités établies continueront d'exercer leurs fonctions... conformément aux lois et règlements applicables au moment de l'entrée en vigueur de la Constitution jusqu'à la mise en place des autorités prévues par le nouveau régime ».

Article 92. — « Les mesures législatives nécessaires à la mise en place des institutions et, jusqu'à cette mise en place, au fonctionnement des pouvoirs publics, seront prises en Conseil des ministres après avis du Conseil d'Etat, par ordonnances ayant force de loi... ».

Ainsi sont jetées les bases constitutionnelles du nouveau régime qu'instaureront, du point de vue judiciaire, les lois et décrets du « Journal Officiel ».

Le Journal Officiel.

Les textes qui nous intéressent occupent une grande partie du numéro 299 du « Journal Officiel » des 22 et 23 décembre 1958. Ils forment la substance de sept ordonnances et de dix-huit décrets, numérotés de 58-1270 à 58-1294.

Parmi ces textes, huit seulement touchent directement à notre sujet ; ils seront donc seuls exposés, à l'exclusion des autres dont la matière est étrangère à cette étude. Ce sont :

— L'ordonnance n° 58-1270 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

— L'ordonnance n° 58-1273 relative à l'organisation judiciaire ;

— Le décret n° 58-1281 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 et relatif à l'organisation judiciaire ;

— Le décret n° 58-1282 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 et relatif aux auxiliaires de justice ;

— Le décret n° 58-1283 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1273 et relatif aux tribunaux de commerce ;

— Le décret n° 58-1284 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 et relatif à la compétence du tribunal d'instance, du tribunal de grande instance et de la Cour d'appel en matière civile, ainsi qu'à la représentation et à l'assistance des parties en ces mêmes matières ;

— Le décret n° 58-1286 portant application de l'ordonnance n° 58-1273 relative à l'organisation judiciaire et fixant le siège, le ressort, la composition des juridictions de première instance et d'appel et la composition des services judiciaires ;

— Le décret n° 58-1289 relatif à certaines modifications en matière de procédure civile.

Pour la commodité et la clarté de l'exposé, et afin d'éviter la fastidieuse reproduction de ces textes, il n'en sera fait mention que de façon fragmentaire et exhaustive. Leurs extraits ne seront cités qu'autant qu'ils apporteront une modification à l'édifice judiciaire, soit qu'ils y introduisent des dispositions majeures, soit que leur compréhension ou leurs conséquences nécessitent quelques développements.

Les divisions de l'étude qui va suivre procéderont du même principe que celles du chapitre précédent ; seront successivement exposées la constitution et l'organisation des tribunaux supérieurs et inférieurs, leurs compétences respectives nouvelles ainsi que les notions indispensables de procédure civile.

Outre la réorganisation générale de la magistrature, d'incidence primordiale sur le droit national, mais qui ne constitue en quelque sorte que le cadre remanié où s'inscriront les récentes institutions, la réforme aura surtout, en la matière plus restreinte du contentieux vétérinaire, apporté un insigne élargissement de compétence des tribunaux d'instance au sujet des litiges portant sur les maladies contagieuses des animaux domestiques. Il convient cependant, avant d'aborder ce point, de dégager les notions cardinales qui servent d'assise aux nouvelles structures juridiques.

I. — LES TRIBUNAUX

« Il est institué dans le ressort de chaque cour d'appel des juridictions de première instance réparties en deux catégories :

« Les tribunaux de grande instance à forme collégiale ;

« Les tribunaux d'instance statuant à juge unique.

« Les juridictions instituées à l'article précédent sont respectivement substituées : les tribunaux de grande instance aux tribunaux de première instance, les tribunaux d'instance aux justices de paix et aux tribunaux cantonaux.

« Le siège, le ressort et la composition des juridictions de première instance, ainsi que le nombre de chambres et l'effectif des greffiers et secrétaire de parquet dans les tribunaux de grande instance, sont fixés par décret en Conseil d'Etat ».

Ces deux articles liminaires de l'ordonnance n° 58-1273 définissent d'emblée les nouvelles juridictions de première instance. Si elles dérivent directement des anciennes juridictions auxquelles elles sont substituées, il ne s'agit pas d'une simple transposition de terminologie, car le transfert d'institutions s'accompagne d'un remaniement interne qui leur donne un caractère propre et inédit.

Le fonctionnement, l'organisation, la compétence et la procédure, ainsi que les attributions judiciaires et administratives des anciennes juridictions sont en effet applicables aux nouvelles, mais seulement dans la mesure « où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente ordonnance ou des décrets pris pour son application » (article 3). Or de nombreux points ont pu être ainsi modifiés sans infirmer les principes précédents.

Le décret d'application n° 58-1286 comporte une série de tableaux précisant « le siège, le ressort et la composition des juridictions de première instance et des cours d'appel ».

Il sera nécessaire de reprendre l'étude de chaque juridiction pour en définir les attributions et les traits distinctifs par rapport à l'ancien système. Nous exposerons, comme précédemment et suivant un ordre parallèle, les divers tribunaux dans leur statut actuel.

TRIBUNAUX D'INSTANCE.

Leur nombre total, fixé à 455 par le décret ci-dessus, est inférieur à celui des anciennes juridictions de simple police en vertu de la suppression de certains tribunaux. Il existe désormais en principe un tribunal d'instance par chef-lieu d'arrondissement.

Leur composition est déterminée par le décret n° 58-1281 :

« Les tribunaux d'instance comprennent un ou plusieurs juges ».

« Dans les tribunaux d'instance comprenant plus de deux juges, l'un d'entre eux est nommé juge directeur ; ...lorsque le tribunal ne comprend que deux juges, ces attributions sont exercées par le magistrat le plus ancien dans la juridiction » (articles 1 et 3).

L'innovation principale de ces dispositions est la création de juges directeurs, dont le rôle exact n'est d'ailleurs qu'imparfaitement défini par ce décret. De toute façon, ainsi que l'indique l'article 2, « les jugements des tribunaux d'instance sont rendus par un seul magistrat », qu'il soit ou non juge directeur. Le fonctionnement du nouveau tribunal reste donc pratiquement le même.

Aux termes de l'article 5, le premier président de la Cour d'appel peut autoriser un tribunal d'instance à tenir des audiences en des communes du ressort autres que celle où est fixé le siège de ce tribunal.

Il convient enfin de noter, d'un point de vue général, que le procureur de la République près le tribunal de grande instance peut, en toute matière, occuper le siège du ministère public devant les tribunaux d'instance de son ressort (article 4 de l'ordonnance n° 58-1273), et que les tribunaux d'instance forment une classe unique.

En ce qui concerne l'organisation de ces tribunaux, il est dit à l'article 6 de la même ordonnance que « chaque juridiction de première instance comporte un greffe. Toutefois, un même tribunal d'instance peut être pourvu de plusieurs greffes ». Cette dernière mesure s'explique par le fait que, selon l'article 7, « les greffes particuliers des tribunaux de police existant à la date de mise en vigueur de la présente ordon-

nance sont maintenus ». L'article 6 susdit est complété par l'article 4 du décret n° 58-1281 qui prévoit les cas de pluralité de greffes dépendant d'un même tribunal d'instance.

La compétence d'attribution des tribunaux d'instance est déterminée par le décret n° 58-1284 qui en porte le principe :

Article premier. « Sous réserve des dispositions des articles suivants, le tribunal d'instance connaît, en matière civile, de toutes actions personnelles ou mobilières en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1.500 NF. et, à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 3.000 NF.

Lorsque, dans des matières non prévues par le présent décret, une loi antérieure limite le taux de compétence des juges de paix statuant en premier ou en dernier ressort à des sommes inférieures, le tribunal connaît néanmoins de ces matières dans la limite des taux prévus à l'alinéa premier ».

Sont donc désormais de la compétence du tribunal d'instance les actions en garantie implicite ou tacite fondées sur les dispositions des articles 1641 et suivants du Code civil, dans les limites précisées ci-dessus. Ces actions étaient auparavant de la compétence du tribunal civil.

L'élargissement de compétence accordé au tribunal d'instance vient en outre heureusement combler les lacunes résultant de l'augmentation générale des prix actuels et ramène à ce tribunal des affaires qui étaient devenues du ressort du tribunal civil du seul fait de la valeur accrue des choses en litige.

La compétence est encore étendue pour de nombreuses demandes ; en ce qui concerne le droit vétérinaire, l'article 5 du même décret revêt un intérêt particulier :

« Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.500 NF. et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever... (sous réserve des dispositions spéciales du Code rural et du Code forestier) :

1° Des actions pour dommages causés aux champs et cultures, aux fruits et récoltes, aux arbres, aux clôtures et aux bâtiments agricoles, que ces dommages résultent du fait de l'homme, des animaux domestiques ou des instruments et machines de culture ;

2° Des actions pour dommages causés aux récoltes par le gibier ;

3° Des demandes relatives aux vices rédhibitoires et aux maladies contagieuses des animaux domestiques, fondées sur les dispositions du Code rural ou sur la convention des parties, quel qu'ait été le mode d'acquisition des animaux ;

4° Des actions en rescision, réduction de prix ou dommages-intérêts pour lésion dans les ventes d'engrais, amendements, semences et plants destinés à l'agriculture, et de substances destinées à l'alimentation du bétail ;

5° Des contestations relatives aux warrants agricoles ;

6° Des contestations relatives aux travaux nécessaires à l'entretien et à la mise en état de viabilité des chemins d'exploitation ».

Deux remarques importantes sont à faire sur cet article : en ce qui concerne les vices rédhibitoires, le tribunal d'instance est compétent dans tous les cas, comme auparavant la justice de paix, mais jusqu'à 1.500 NF au lieu de 35.000 anciens francs en dernier ressort ; en outre les litiges provenant de maladies contagieuses suivent désormais les mêmes règles de compétence rationæ materiæ que les précédents. Cette disposition est inédite, et on en voit sans peine toute la portée. Ajoutons cependant dès maintenant que la procédure en matière de maladies contagieuses demeure celle de droit commun alors que celle des vices rédhibitoires est très particulière.

Du point de vue territorial, la compétence reste semblable, dans son esprit, à celle des anciens tribunaux, en tenant compte néanmoins des modifications apportées à la répartition de ces tribunaux (tableau II du décret n° 58-1286). Elle est définie en général par l'article 20 du décret n° 58-1284 :

« En matière personnelle ou mobilière, ainsi qu'en toutes matières pour lesquelles une compétence territoriale particulière n'est pas prévue, le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur ou, si le défendeur n'a pas de domicile connu, celui de sa résidence ; s'il y a plusieurs défendeurs, la demande est portée devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, au choix ».

Les mêmes règles sont à observer en matière de délit ou quasi-délit, où la demande doit être portée « devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit » (article 21).

Différentes modalités sont ensuite prévues par les articles suivants, dont nous ne retiendrons que les principales. L'article 22 régit notamment les actions découlant des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses, qui sont portées « devant le tribunal du lieu où la convention a été passée ou exécutée lorsqu'une des parties est domiciliée en ce lieu ». Il en va de même pour les actes prévus au § 4 de l'article 5 du décret. Enfin, en matière de garantie, « le tribunal compétent est celui du lieu où la demande originaire est pendante » (article 28).

TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE.

Ils sont substitués aux tribunaux civils et sont au nombre de 172, leur ressort et leur composition étant fixés par le décret n° 58-1286, tableau IV. S'ils existent dans chaque préfecture et dans maintes sous-préfectures, leur répartition territoriale est inégale et sans rapport avec la population du département considéré.

Aux termes de l'article 7 du décret n° 58-1281, les tribunaux de grande instance forment une classe unique ; toutefois ceux qui comprennent plus de quatre chambres sont hors classe.

Leur compétence territoriale procède de leur répartition et elle est déterminée « par le code de procédure civile ainsi que par les autres lois et règlements » (article 33 du décret n° 58-1284).

Quant à leur compétence absolue, définie par les articles 31 et 32 du même décret, aucun changement notable n'y a été apporté par la récente législation :

« Le tribunal de grande instance connaît, à charge d'appel, de toutes les affaires pour lesquelles une compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction, en raison de l'affaire ou du montant de la demande ».

« Dans les affaires pour lesquelles le tribunal de grande instance a compétence exclusive en raison de la nature de l'affaire, il statue en dernier ressort jusqu'à 1.500 NF. de principal... ».

Cependant, le dernier alinéa de l'article 35 stipule que :

« Par dérogation aux dispositions qui précèdent, un décret en Conseil d'Etat, pris après avis du conseil d'organisation judiciaire, pourra déterminer les matières ressortissant à la compétence du tribunal d'instance dont le tribunal de grande instance connaîtra en appel ».

Remarquons enfin que les actions nées de l'existence de vices du consentement (erreur, violence et dol) ne sont de la compétence du tribunal de grande instance qu'à partir de 3.000 NF, ainsi qu'il est stipulé à l'article premier du décret n° 58-1284.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Atteints, eux aussi, par le regroupement territorial, ils conservent cependant leurs attributions dans leur nouveau ressort, ainsi d'ailleurs que leur structure interne.

Deux décrets leur sont consacrés au « Journal Officiel » : le décret n° 58-1283, pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1273, prévoit, entre autres, le transfert de la compétence d'un tribunal civil statuant commercialement supprimé « au tribunal de commerce du siège du tribunal de grande instance dont le ressort comprend la circonscription du tribunal supprimé, s'il existe un tribunal de commerce dans cette commune, ou à défaut au dit tribunal de grande instance ».

Les dérogations à ce principe, exprimées à l'alinéa suivant du même article, sont précisées par un second décret portant le n° 58-1288.

COURS D'APPEL.

Leur siège, leur ressort et leur composition sont fixés par le décret n° 58-1286 (tableaux I et IV), ainsi que le stipulait l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1273.

En plus des attributions qui leur sont dévolues par les lois et règlements, elles statuent sur des appels interjetés contre les décisions rendues par les tribunaux d'instance, de grande instance et de commerce. Elles connaissent enfin de l'appel d'autres juridictions dans les cas prévus par les lois et règlements (article 35 du décret n° 58-1284).

La compétence relative des Cours d'appel est déterminée, aux termes de l'article 36, par le Code de procédure civile et par les lois et règlements en vigueur.

Enfin, l'article 8 du décret n° 58-1281 prévoit, pour chaque Cour d'appel, la constitution d'une chambre sociale dont les membres seront pris parmi ceux de cette Cour.

II. — MAGISTRATS ET AUXILIAIRES DE JUSTICE

CORPS JUDICIAIRE.

« Le corps judiciaire comprend les magistrats du siège et du parquet de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des tribunaux de première instance, ainsi que les magistrats du cadre de l'administration centrale du Ministère de la justice ».

Cet article premier de l'ordonnance n° 58-1270 portant loi organique relative au statut de la magistrature est le seul que nous retiendrons, les diverses autres dispositions de cette longue ordonnance et de son décret d'application n° 58-1277 sortant du cadre de notre étude.

Le Conseil supérieur de la magistrature est en outre défini par l'ordonnance n° 58-1271.

AUXILIAIRES DE JUSTICE.

Ils conservent leur statut, leurs fonctions et leurs prérogatives. Cependant la réforme a modifié certains détails de leur organisation, les regroupements territoriaux des tribunaux étant principalement la cause de ces retouches.

Avoués.

Le principe de leurs nouvelles attributions est exprimé par l'article 13 du décret n° 58-1282.

« Les avoués près les tribunaux de première instance deviennent avoués près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est comprise la circonscription de leur ancien tribunal.

Ils ont concurremment compétence entre eux pour postuler près du tribunal de grande instance ».

Les articles 14 à 16 de ce décret ont trait à la répartition des avoués entre les tribunaux de grande instance, à leur résidence et à leur faculté de plaider.

L'article 16 ordonne la suppression des offices d'avoués dans les communes où n'est pas créé un tribunal de grande instance,

et les articles suivants fixent diverses dispositions applicables aux avoués visés par cette mesure.

La représentation des parties par ministère d'avoué devant le tribunal fait l'objet de l'article 34 du décret n° 58-1284, cet article ne modifiant d'ailleurs en rien les dispositions en vigueur avant la réforme. Il en va de même pour l'article 37 de ce décret, relatif au ministère d'avoué près la Cour d'appel. Ces deux représentations se font toujours conformément aux articles 61, 75, 457 et 462 du Code de procédure civile, ainsi qu'aux articles 3, 4 et 6 de la loi du 15 juillet 1944. L'article 457 précité a été modifié en son deuxième alinéa par le décret n° 58-1289 de la façon suivante :

« ...L'appel devra être, en outre, par les soins de l'avoué constitué, déclaré au greffe de la juridiction d'appel dans le mois de la signification de l'acte d'appel, à peine de l'amende prévue à l'article 471 et de tous dommages-intérêts s'il y a lieu ».

L'amende en question a, elle aussi, été élevée par suite de la modification de l'article 471 par le même décret.

Avocats.

En règle générale, le barreau d'un ancien tribunal de première instance devient celui du tribunal de grande instance qui le remplace. La suppression d'un tribunal civil entraîne celle de son barreau (article 22 du décret n° 58-1282). D'autres éventualités sont prévues plus loin, dont la suivante, résolue par l'article 23 du décret, modifié par le décret n° 59-1561 du 28 décembre 1959 :

« Les avoués visés à l'article 19 sont, sur leur demande et sans justifier du stage ni du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, mais à la condition d'être licenciés en droit, inscrits, après acceptation de leur démission d'avoués, comme avocat au barreau du tribunal de grande instance ou de la cour d'appel de leur choix ».

Aux termes de l'article 30 du décret n° 58-1284 :

« Les avocats régulièrement inscrits à un barreau et les avoués près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel se trouve le tribunal d'instance ont seuls qualité pour représenter ou assister les parties devant cette dernière juridiction. Ils sont dispensés de présenter une procuration ».

Toute personne autorisée par la loi pour représenter les parties doit produire une justification de son mandat en bonne forme. L'assistance devant le tribunal de grande instance obéit aux mêmes règles (article 34, 2^e alinéa).

Huissiers de justice.

Telle est désormais leur appellation légale au lieu du seul terme d' « huissiers » (décret n° 58-1289, article 15, modifiant la formule exécutoire prévue par le décret du 12 juin 1947). En ce qui concerne les incidences de la réforme sur les caractères de leurs fonctions, les articles 27 et 28, formant le titre V du décret n° 58-1282 apportèrent quelques changements. L'article 28 concerne les huissiers-audienciers ; l'article 27, qui modifiait les articles 5, 6, 7, 8 et 12 du décret n° 56-222 du 29 février 1956 portant application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers a été lui-même modifié par le décret n° 59-1217 du 23 octobre 1959. Dans leur libellé actuel, les articles 5 à 8 du décret n° 56-222 concernent la compétence territoriale des huissiers de justice, considérablement élargie, mais dont les détails seraient ici superflus. Enfin l'article 12 de ce décret, modifié ainsi qu'il est dit, est relatif au choix des huissiers-audienciers parmi les huissiers de justice.

Greffiers.

Le titre I, articles premier à 12 inclus, du décret n° 58-1282, leur est applicable et comporte essentiellement des dispositions concernant le remaniement territorial des greffes, conséquence de la création des nouveaux tribunaux et de la suppression de certains tribunaux de simple police, de canton ou de première instance. Nous citerons les dispositions principales de ce décret.

Article premier. — « La suppression des tribunaux de première instance entraîne celle de leur greffe.

Le greffier en chef du tribunal de première instance situé dans la commune où est créé un tribunal de grande instance devient greffier en chef de cette dernière juridiction ».

Article 3. — « La suppression des justices de paix entraîne celle de leur greffe.

A titre transitoire, chaque tribunal d'instance est doté d'un nombre de greffes égal à celui des justices de paix dont la circonscription est comprise dans son ressort.

Les greffiers des justices de paix deviennent titulaires de ces nouvelles charges. Ils conservent compétence exclusive dans leur circonscription et assurent le service des audiences du tribunal d'instance pour les affaires de cette circonscription ».

La dernière phrase de cet article ne fait d'ailleurs que répéter le dernier alinéa de l'article 4 du décret n° 58-1281.

Ils sont enfin, comme tous les autres officiers ministériels, justiciables des dispositions communes édictées par les articles 35 à 44 du décret n° 58-1282, ainsi que de l'article premier du décret n° 60-814 du 2 août 1960 concernant les aspirants aux fonctions d'officier public ou ministériel.

III. — PROCEDURE JUDICIAIRE

Les règles de cette procédure varient selon le tribunal auquel ont recours les parties lorsqu'une contestation naît au sujet d'un animal domestique, selon le genre ou la valeur du litige. On distingue ainsi, en matière civile, la procédure de droit commun, la plus couramment utilisée, sous sa forme ordinaire ou sous forme sommaire, et les procédures exceptionnelles : procédure devant le tribunal d'instance, procédure de référé, procédure devant les tribunaux de commerce, procédure spéciale aux vices rédhibitoires.

L'étude en sera faite en tenant compte des nouvelles dispositions introduites par la réforme, en vertu du décret n° 58-1289 et, accessoirement, des décrets postérieurement promulgués. Les altérations en sont d'ailleurs minimales, et certaines procédures n'ont subi aucun changement en elles-mêmes. Elles seront néanmoins citées dans ce chapitre, vu leur importance en droit vétérinaire.

PROCÉDURE DE DROIT COMMUN.

Adoptée devant les tribunaux de grande instance, compétents pour tous litiges sauf dérogation légale, elle est, pour cette raison, dite procédure de droit commun. Ses règles s'appliquent également devant toutes les autres juridictions lorsqu'il

n'a été prévu aucune procédure spéciale. Elle régit tous les cas où peut jouer la garantie conventionnelle, expresse ou tacite, des vices cachés prévus par les articles 1641 et suivants du Code civil (animaux de boucherie, animaux rétifs ou méchants), ainsi que les litiges nés de l'existence de vices du consentement (erreur, violence ou dol), alors que les vices rédhibitoires et, désormais, les maladies contagieuses des animaux domestiques, ressortissent à des procédures différentes.

1° Le premier acte judiciaire est l'introduction de la demande auprès du tribunal, qui a pour but de citer le défendeur à comparaître devant ce tribunal : c'est l'ajournement ou assignation du défendeur par le demandeur, et l'acte qui le provoque est l'exploit d'ajournement. Le demandeur a, auparavant et pour ce faire, constitué avoué.

Ce procès-verbal est établi par huissier en double exemplaire, dont l'original est remis à l'avoué demandeur et la copie au défendeur lui-même. L'ajournement expose l'objet de la demande et les moyens qu'utilisera le demandeur pour l'appuyer. Il comporte en outre obligatoirement élection de domicile du demandeur en l'étude de son avoué. Il indique enfin quel tribunal est saisi de l'affaire et fixe à la partie adverse un délai pour comparaître et constituer avoué.

Ce délai, de 8 ou 15 jours selon la distance, peut être réduit par une ordonnance du Président du tribunal, qui fixe alors un délai d'abréviation dit bref délai, à la requête du demandeur (article 47 du Code de procédure civile, modifié par l'article 3 du décret n° 58-1289).

Il faut mentionner qu'il existait, avant 1949, préalablement à l'assignation, une tentative de conciliation entre les parties ; elle avait lieu devant le juge de paix, et l'action n'était introduite que lorsqu'elle avait échoué. La loi du 4 février 1949 a supprimé cette disposition, en indiquant toutefois que le juge du tribunal civil avait la faculté de tenter la conciliation avant l'ouverture des débats. Les modalités de cette tentative, faite désormais par le juge de grande instance, sont à nouveau fixées par l'article 3 du décret ci-dessus, modifiant l'article 80 du Code de procédure civile en ses alinéas 4, 5 et 6.

2° Après avoir subi l'enregistrement, formalité exigée à peine de nullité de l'acte, l'ajournement est signifiée à la partie

défenderesse par ministère d'huissier. S'il veut s'opposer à l'instance, le défendeur doit constituer avoué dans les délais de l'ajournement, avec, en pratique, une certaine tolérance s'il y a prescription ou très bref délai. L'avoué choisi se fait connaître de celui du demandeur par le truchement d'un huissier-audiencier. Révocable, l'avoué l'est comme tout mandataire, mais sa révocation doit être aussitôt suivie d'une nouvelle constitution, à peine d'être inopérante.

A partir du moment où les deux avoués sont en fonction, les parties n'ont plus à s'occuper elles-mêmes de l'affaire, dont la procédure sera suivie désormais par leurs avoués. Ceux-ci leur feront simplement connaître la marche du procès.

3° L'avoué du demandeur saisit alors le tribunal de l'affaire en déposant au greffe de celui-ci un acte dit placet, qui requiert l'inscription de la demande sur le rôle, registre portant la liste des procès qui doivent venir devant ce tribunal. La mise au rôle est faite dans les 15 jours qui suivent le terme du délai d'ajournement. Lorsque l'avoué connaît la date à laquelle son affaire sera appelée, il prévient celui de l'adversaire et l'invite à assister à l'audience par un acte nommé avenir. Par cet acte et avant l'audience, les avoués se font mutuellement savoir les conclusions qu'ils comptent prendre et sur lesquelles statueront les juges.

Diverses modalités mineures de l'instruction et de la constitution d'avoué sont précisées par le décret n° 58-1289, qui modifie partiellement en son article 3 les articles 78, 79, 81 et 82 et Code de procédure civile.

4° Admises en principe à plaider elles-mêmes leur cause devant le tribunal, les parties confient généralement ce soin — s'il y a matière à plaidoirie — à un avocat ou, le cas échéant, à leur avoué. Après les plaidoiries, le ministère public peut, dans certaines circonstances, déposer aussi des conclusions.

5° L'instruction de l'affaire est alors complète. C'est au tribunal de rendre sa sentence. Le jugement peut être prononcé séance tenante, après délibération à voix basse dans l'auditoire même ; parfois les juges se retirent en Chambre du Conseil, et la décision est exprimée à leur retour dans la salle. Enfin, s'il s'estime insuffisamment éclairé des faits, le tribunal met

l'affaire en délibéré et son jugement est reporté à une audience suivante.

Si le tribunal n'a pas statué de plano et qu'il veut obtenir des renseignements complémentaires, il recourt souvent à une expertise, à moins que celle-ci n'ait été, avant l'introduction de la demande de fond et comme c'est habituellement le cas en contentieux vétérinaire, ordonnée par le juge des référés saisi d'une instance en conservation de preuve. Dans les cas de délibéré complexe, le tribunal nomme un juge-rapporteur qui sera chargé de collationner le dossier de l'enquête et de faire un rapport : c'est le délibéré sur rapport.

6° L'exécution du jugement est signifiée à la partie qui succombe par exploit d'huissier. La computation des délais se fonde sur la date de la signification de la sentence. Une fois son jugement prononcé, le tribunal est dessaisi de l'affaire et ne peut le modifier que dans les rares cas où la loi l'autorise.

PROCÉDURE SOMMAIRE.

Procédure exceptionnelle, elle n'en est pas moins fréquemment usitée devant les tribunaux civils en matière de contentieux vétérinaire. Elle a pour caractère d'être rapide et orale et convient aux questions litigieuses simples, d'intérêt modique ou réclamant une conclusion à bref délai.

C'est ainsi que sont considérés comme matières sommaires les appels des décisions rendues par les tribunaux d'instance ou par les arbitres (en particulier les appels des actions pour vices rédhibitoires ou maladies contagieuses), ainsi que ceux d'une ordonnance de référé.

Cette procédure diffère de la procédure ordinaire sous les rapports suivants :

- Toutes les écritures en sont proscrites, sauf les conclusions, l'instruction étant orale dans toute la mesure du possible ;
- La tentative de conciliation en est exclue ;
- Le délai d'assignation est très bref, souvent de 3 jours francs seulement ;
- L'enquête est, s'il en est besoin, faite à la barre, sans juge-rapporteur ;

— Les affaires sommaires bénéficient d'un tour de faveur et sont dispensées de la mise en rôle ; elles peuvent être instruites et jugées même pendant les vacances judiciaires (décret n° 59-1078 du 11 septembre 1959, article 2).

PROCÉDURE DE RÉFÉRÉ.

Utilisée dans les cas d'urgence, la procédure de référé doit son principe à l'article 806 du Code de procédure civile. Elle apparaît, en l'occurrence, comme le moyen empirique de pallier, compte tenu de la rapidité de la vie moderne et des intérêts à sauvegarder, les lenteurs d'une procédure évidemment très respectueuse des droits des particuliers, mais dont les données fondamentales furent élaborées en d'autres temps...

Lorsqu'une contestation exige une rapide solution, faute de quoi les parties risqueraient de graves lésions d'intérêts, celles-ci peuvent porter immédiatement leur litige devant un magistrat habilité à lui donner sur-le-champ une conclusion provisoire ménageant ces intérêts. Le juge des référés ainsi défini rend alors une ordonnance de référé, publique et motivée.

Si la jurisprudence est encore mal fixée sur la compétence de ce juge, ainsi que sur le détail de la procédure, du moins peut-on cependant en tracer les lignes générales :

— Pour être justiciable de la voie des référés, l'affaire doit, on l'a vu, être urgente, ou l'une des parties menacée d'un préjudice imminent, ou une expertise pratiquée sans retard ;

— Il est bien entendu d'autre part que l'ordonnance de référé ne statue que provisoirement sans préjudice du principal, le fond du droit n'étant pas son objet ;

— Le juge des référés compétent (Président du tribunal de grande instance ou, en matière commerciale, du tribunal de commerce) semble être celui du lieu où est né le litige, ou celui du lieu où une mesure (de provision, de conservation, d'exécution, etc...) doit être ordonnée ;

— Le juge des référés tient en principe une audience par semaine en son tribunal. Les parties s'y présentent souvent sans assignation, ou bien le demandeur assigne par exploit d'huissier sans avoir à respecter le délai. Toutefois, si l'urgence de l'affaire ne permet pas d'attendre le jour de l'audience, le

défendeur peut être, sur requête du demandeur, assigné à un jour plus rapproché, parfois le même jour, soit au tribunal du juge, soit « en l'hôtel » de celui-ci dans les cas extrêmes.

— Les parties comparaissent elles-mêmes ou se font représenter ; le ministère d'avoué n'est pas exigé. A ce sujet, le Code de procédure civile, article 78, s'est vu compléter par l'article 6 du décret n° 58-1289, lui-même modifié par le décret n° 60-802 du 2 août 1960, qui spécifie :

« Dans les procédures suivies devant toute juridiction de l'ordre judiciaire et pour lesquelles le ministère d'avoué n'est pas obligatoire, le défendeur est tenu de faire connaître au demandeur ses nom, prénom, date, lieu de naissance et domicile et d'en justifier s'il en est requis, à peine d'être déclaré irrecevable en sa défense ».

— L'ordonnance de référé est immédiatement rendue après l'audience. Elle est lue publiquement et doit, normalement, être signifiée avant son exécution. En cas d'absolue nécessité, le juge des référés peut en ordonner l'exécution sur la minute ; la copie en sera légalement signifiée et enregistrée par la suite.

— L'ordonnance de référé est susceptible d'appel, mais non d'opposition : le taux de l'appel est celui de l'affaire jugée en premier ressort par la juridiction ordinaire de première instance qui en eût connu dans la procédure habituelle.

PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX D'INSTANCE.

Elle reste identique à celle utilisée devant les anciens tribunaux de simple police.

L'action est précédée de préliminaires de conciliation. Cette petite conciliation (par opposition à la grande conciliation usitée en procédure ordinaire) est fort simple : appelé par le billet d'avertissement (ou billet d'avis) émanant du greffe du tribunal saisi par le plaignant, le défendeur peut comparaître ou s'en dispenser.

S'il comparait et que la conciliation aboutit, l'affaire est close sans procès-verbal (à moins que l'une des parties ne le demande). Si elle échoue ou que le défendeur fasse défaut, mention en est portée par le greffier et l'affaire suit son cours.

La conciliation est supprimée pour certaines demandes : c'est le cas de celles où le défendeur n'est pas domicilié dans le canton où siège le tribunal, de celles requérant

célérité, enfin de celles afférant aux vices rédhibitoires des animaux et à leurs maladies réputées légalement contagieuses.

L'action peut n'être introduite par aucun ajournement si les parties comparaissent volontairement. D'ordinaire cependant, l'instance est engagée par une citation (qui correspond à l'assignation) faite par huissier et dont le délai est variable (3 jours ou plus). Là encore, ce délai peut être abrégé en raison de l'urgence : une déduple (tenant lieu de billet d'avis) est alors délivrée par le juge du tribunal d'instance sur la requête du demandeur. Dans tous les cas le ministère d'avoué est facultatif et l'article 6 du décret modifié n° 58-1289 est applicable.

La procédure d'instruction du litige est uniquement fondée sur les explications verbales fournies par les parties « sans qu'elles puissent faire signifier aucune défense » (article 9 du Code de procédure civile), tout acte écrit étant interdit devant cette juridiction.

S'agissant des litiges prévus par la loi du 2 août 1884, la procédure est complétée par la nomination d'experts sur ordonnance du juge d'instance du lieu où se trouve l'animal. Si ce lieu et le domicile du défendeur sont du ressort de deux tribunaux différents, commission rogatoire au juge du premier lieu est donnée par celui du second pour assigner. Il est, au surplus, toujours possible, dans les instances suivies conformément à la procédure de droit commun, de saisir, avant le début de celles-ci, le juge des référés d'une demande de nomination d'experts aux fins de conservation de preuve.

PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

C'est une procédure simplifiée et rapide, qualité souvent utile dans les litiges commerciaux qui doivent souvent être réglés d'urgence. Elle se différencie de la procédure ordinaire par les détails suivants :

— Elle se fait sans constitution d'avoué et sans conciliation préalable. Les plaideurs comparaissent en personne ou se font représenter par un mandataire libre ou, ordinairement, par un agréé. Une nuance existe entre ces deux représentants en ce que le mandataire doit à l'audience justifier de son mandat où être présenté par son mandant, alors que l'agréé est dispensé de cette procuration.

— L'exploit d'ajournement est identique, dans sa forme et sa signification, à celui de la procédure ordinaire. Il comporte, le cas échéant, mention du pouvoir donné au mandataire.

— En matière commerciale, le délai de comparution est de 3, 8 ou 15 jours selon la distance (article 416 du Code de procédure civile).

— En cas d'urgence, faculté est donnée au Président du tribunal de commerce d'autoriser l'assignation à bref délai (de jour à jour et même d'heure à heure). Le délai d'abréviation est obtenu, non par requête puisqu'il n'y a pas d'avoué, mais verbalement ou par lettre.

— L'élection de domicile, indispensable devant le tribunal de grande instance, est ici inutile. Cependant, lorsque l'affaire doit comporter plusieurs audiences, « les parties non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal seront tenues d'y faire élection d'un domicile » (article 422 du Code de procédure civile). Si cette précaution n'est pas prise, le domicile élu est présumé fixé au greffe du tribunal de commerce.

— La procédure étant orale, les conclusions écrites, bien que très fréquentes dans la pratique, ne sont pas obligatoires. Il est enfin rappelé que les tribunaux de commerce ne jugent jamais sur appel.

— Lorsqu'il y a enquête, on procède comme en matière sommaire. Souvent en contentieux vétérinaire, les juges consulaires, excipant de leur incompétence technique, renvoient l'affaire à des arbitres-experts. La procédure d'expertise suit les règles ordinaires du droit.

Diverses dispositions secondaires de procédure commerciale concernant les exceptions d'incompétence, de litispendance ou de connexité (objets des articles 424 et 425 du Code de procédure civile), la preuve testimoniale et l'enquête (article 432 du Code de procédure civile), ainsi que la comparution des parties (article 434 du Code de procédure civile) ont été légèrement modifiés par le décret n° 58-1289 du 22 décembre 1958 et par le décret n° 60-802 du 2 août 1960.

PROCÉDURE SPÉCIALE EN MATIÈRE DE VICES RÉDHIBITOIRES.

Entièrement différente de la procédure de droit commun, elle doit être scrupuleusement suivie sous peine de déchéance. Si la réforme judiciaire ne l'a en rien altérée, il n'en est pas moins nécessaire d'en faire état dans cet exposé, ne serait-ce que pour l'importance pratique qu'elle possède au point de vue du contentieux vétérinaire.

Ses règles sont prescrites par les articles 289 à 293 inclus du Code rural et son cours peut être divisé en deux phases distinctes :

La phase extra-judiciaire (ou pré-judiciaire) comprend la requête du demandeur, l'ordonnance et la nomination d'experts par le juge d'instance, la citation du défendeur à l'expertise et l'expertise elle-même.

La phase judiciaire tient en l'assignation du défendeur et le jugement.

1° La requête, premier acte de la procédure, est présentée par le demandeur au juge d'instance du lieu où se trouve l'animal litigieux, soit verbalement, soit, de préférence, par écrit. Les délais de cette présentation sont, aux termes de l'article 289 du Code rural, de 9, 15 ou 30 jours francs selon le vice rédhibitoire, à compter du jour de la livraison de l'animal. La requête expose au juge les faits contentieux et les motifs de la demande, et tend à provoquer l'expertise du vice rédhibitoire incriminé.

2° Le juge saisi de la requête rend aussitôt (en principe) une ordonnance qui constate la date de la requête, rappelle le fond de la demande et nomme un nombre impair d'experts, lesquels sont obligatoirement des vétérinaires.

L'ordonnance reste valable même si elle est rendue en dehors des délais fixés. La mention de la date de la requête prouve que celle-ci a bien été déposée dans ces délais. Si elle est omise, la requête peut n'être pas nulle si l'ordonnance elle-même est incluse dans les délais. Cependant, si l'ordonnance est rendue après la prescription sans indiquer la date du dépôt, l'action est irrecevable à moins que le demandeur ne prouve par d'autres moyens qu'il était bien fondé en sa requête.

3° Le demandeur, en possession de l'ordonnance, la fait enregistrer et la remet, lui-même ou par huissier, aux experts. Ceux-ci font connaître le jour et l'heure où ils procéderont à leurs travaux. S'ils refusent l'expertise, le demandeur doit adresser au juge une nouvelle requête afin de provoquer la nomination d'autres experts. La date de cette requête importe peu : il suffit que la première ait été faite selon les exigences de l'article 289.

4° Le défendeur doit être cité à l'expertise par le demandeur, sauf si le juge d'instance ne donne dispense de cette citation pour raison justifiée. L'appel du défendeur à l'expertise conditionne la validité de celle-ci (sauf en cas de dispense), mais sa nullité n'entraîne pas celle de l'action : une nouvelle expertise doit être provoquée à laquelle sera cité le défendeur.

La sommation se fait par ministère d'huissier (celui du domicile du défendeur ou de l'endroit où il se trouve). Elle reproduit la copie de la requête et de l'ordonnance, en précisant qu'il sera procédé à l'expertise même en l'absence de l'intéressé. La citation doit enfin être faite dans les délais légaux de 9, 15 ou 30 jours à peine de nullité.

5° Lorsque l'expertise a eu lieu, les experts rédigent leur rapport qui est transmis au tribunal où il sera joint au dossier de la demande.

6° L'action proprement dite est introduite par l'assignation ou citation du défendeur devant le tribunal, sans conciliation. L'exploit comporte en principe la copie du procès-verbal d'expertise. Au cas où le demandeur n'est pas encore muni du procès-verbal d'expertise dès la clôture de celle-ci, il est en droit d'assigner quand même ; le procès-verbal sera ultérieurement déposé par lui au greffe du tribunal.

Outre l'action en rédhibition prévue par le titre VI du Code rural, le demandeur peut intenter à son adversaire une action quanti-minoris (article 1644 du Code civil). Cependant cette dernière ne pourra être intentée lorsque le défendeur offrira par voie d'huissier de reprendre l'animal litigieux en en remboursant le prix et les frais occasionnés par la vente : cette résolution amiable ferme au demandeur le recours judiciaire en diminution de prix.

7° Le délai pour intenter l'action en réhabilitation est le suivant :

- Si le défendeur n'a pas été cité à l'expertise, il demeure de 9, 15 ou 30 jours. Que l'expertise ait ou n'ait pas été faite, l'action est recevable et le rapport d'expertise sera joint au dossier dès sa clôture.

— Si le défendeur a été cité à l'expertise, une prorogation de délai est offerte à l'acheteur : l'instance peut alors être valablement encore engagée dans les 3 jours qui suivent la clôture du procès-verbal, même si le délai normal est révolu. Cette disposition ne semble cependant pouvoir être appliquée en ce qui concerne la tuberculose des bovidés, pour laquelle l'article 291 du Code rural précise qu' « aucune action principale ou récursoire n'est possible après l'expiration du délai », ce délai étant de 15 jours francs.

La demande est enfin portée, ainsi que nous l'avons vu, devant le tribunal d'instance, compétent pour tous litiges fondés sur les dispositions du Code rural et concernant les vices rédhibitoires, quelle que soit leur valeur, mais à charge d'appel au-dessus de 1.500 NF.

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Sans être capitales, du moins sous le rapport qui nous intéresse, ces dispositions font partie intégrante de la réforme et complètent les nouvelles institutions.

Il s'agit essentiellement de quelques points de procédure, autres que ceux qui ont déjà été vus, de particularités d'ordre pénal et financier dont quelques-unes intéressent la profession vétérinaire, et de la création du Conseil de l'organisation judiciaire. Enfin, des dispositions transitoires assurent le fonctionnement du nouveau régime avant l'entrée en vigueur de ses textes constitutifs et concourent à établir une transition rationnelle entre l'ancien et le nouveau système.

PROCÉDURE.

De nombreux articles du Code de procédure civile ont été modifiés par le décret n° 58-1289. Outre ceux qui ont été mentionnés plus haut, il faut encore citer ceux qui ont trait :

- aux jugements (articles 130, 141 et 142) ;
- aux enquêtes judiciaires (articles 34, 252 à 280) ;
- aux jugements par défaut (articles 19 à 21, 139, 150 et 154 bis) ;
- à la récusation des juges du tribunal d'instance (article 47) ;
- aux exceptions (articles 168 à 172 et 192) ;
- aux appels (articles 445, 457, 470 et 471) ;
- à la Chambre du Conseil (article 92) ;
- à l'assistance judiciaire (articles 1, 3, 8, 14 et 18 de la loi modifiée du 22 janvier 1851) ; certains des articles cités ont d'ailleurs été de nouveau modifiés par le décret n° 60-802 du 2 août 1960.

DROIT PÉNAL ET FINANCIER.

Les dispositions en cause ne font pas, à vrai dire, partie de la réforme judiciaire au sens propre du terme. Elles s'attachent, pour certaines, au droit vétérinaire, et nous nous y arrêterons brièvement en soulignant les principales ; elles sont relatives, soit à la procédure pénale, soit à des matières du Code rural.

L'ordonnance n° 58-1297 du 23 décembre 1958 a modifié certaines peines en vue d'élever la compétence des tribunaux de police, en particulier celles prévues à l'article 471 du Code pénal. L'article 331 de ce Code, relatif aux contraventions en matière de désinfection des véhicules servant au transport, est abrogé, mais ses dispositions sont reprises et les amendes prévues sont majorées par l'article 5 du décret n° 58-1303 du 23 décembre 1958.

L'article 340 du Code rural, concernant l'exercice illégal de la médecine vétérinaire (cas de récidive), est modifié par l'ordonnance ci-dessus, qui élève les amendes prévues dans

ce cas. La première infraction est sanctionnée par l'article 6 du décret n° 58-1303.

Ce même décret modifie encore diverses dispositions pénales en vue d'instituer une 5^e classe de contraventions. Le droit vétérinaire en subit l'influence dans le livre IV, chapitre II du Code pénal, concernant, entre autres, la pâture des animaux, la conduite des animaux et véhicules de trait, le vagabondage et les dommages dus aux animaux, les blessures et les mauvais traitements infligés aux animaux, les outrages envers les personnes chargées d'un ministère de service public.

Les peines et amendes punissant l'usage illicite des substances vénéneuses sont reprises et modifiées par la section VI du décret (article R. 52-229).

L'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 modifie le taux de la taxe de surveillance sanitaire des viandes, qui est porté à 2 anciens francs par kilog. de viande nette abattue. La destination des produits de la taxe d'inspection sanitaire instituée par l'article 270 du Code rural est également précisée par cette ordonnance.

Enfin l'ordonnance n° 59-110 du 7 janvier 1959 admet l'institution par les communes d'une surtaxe sur les viandes nettes, qui ne pourra dépasser 3 anciens francs par kilogramme, « destinée à amortir les dépenses engagées pour la construction, la réédification ou la modernisation de l'abattoir ».

CONSEIL DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

Il est institué, sous l'égide du Garde des Sceaux, par l'article 9 du décret n° 58-1281 qui fixe en outre sa composition. Son rôle est consultatif à propos de toutes les questions concernant l'organisation judiciaire.

Il intervient obligatoirement, d'autre part, aux termes de l'article 10 de ce décret :

« 1° Sur les créations et suppressions de cours d'appel et de tribunaux de grande instance ;

2° Sur toute création de juridiction modifiant la compétence d'attribution des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance ».

Ce conseil est ainsi appelé à jouer un rôle décisif sur l'organisation et la destinée de tous les tribunaux français.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

L'entrée en vigueur de l'ensemble des textes instituant les nouvelles dispositions législatives de la réforme a été fixée au 2 mars 1959. Durant la période comprise entre la promulgation de ces textes et leur application définitive, diverses mesures ont permis la transformation progressive des institutions et de leur personnel, et ont assuré ainsi la continuité indispensable au fonctionnement de l'édifice judiciaire.

Ces dispositions intéressaient principalement la procédure : affaires en cours, appels, actes, formalités et jugements (articles 9 à 14 de l'ordonnance n° 58-1273), ainsi que les nouvelles affectations et fonctions des magistrats consécutives à l'établissement des juridictions d'instance (articles 24 à 38 du décret n° 58-1281). Elles résolvaient enfin les questions de rémunération et d'indemnisation des magistrats et officiers ministériels déplacés.

A l'heure actuelle, le nouveau système étant bien en place, ces mesures n'ont plus qu'un intérêt historique. Elles restent néanmoins valides et peuvent contribuer à régler les questions encore pendantes qui résultent de la mise en place des institutions judiciaires récentes.

CONCLUSIONS

Il ressort de cette étude que les textes contenus dans le « Journal Officiel » du 23 décembre 1958 ont bien apporté au droit une réforme, et non pas de simples retouches. Les tribunaux, et surtout les juridictions dites inférieures, ont été bouleversés et entièrement rénovés. Les magistrats et auxiliaires de justices ont également subi d'importantes modifications dans leur statut et leur compétence. C'est donc sur des fondements neufs que s'élève aujourd'hui l'édifice judiciaire, et l'étude complète de sa nouvelle organisation aurait exigé des développements beaucoup plus étendus que nous ne l'avons fait ici.

Faut-il en conclure que l'esprit même de la jurisprudence a changé ? D'aucuns ont amèrement regretté la disparition des juges de paix. Des municipalités ont démissionné en manière de protestation contre la suppression de leur tribunal cantonal. Des avoués, des greffiers, dont les charges se sont trouvées dévalorisées, se sont élevés contre cette apparente injustice. Certaines régions montagneuses ou mal desservies depuis la réforme voient leurs relations avec le tribunal de grande instance rendues fort coûteuses et difficiles.

On ne peut nier que les juges de paix, siégeant à leur chef-lieu de canton, conciliaient plus qu'ils ne jugeaient, car ils connaissaient tout le monde. Leur suppression a suscité plus de regrets que leur existence n'avait procuré de satisfactions, et les détracteurs de la réforme n'ont pas été sans évoquer avec nostalgie ces lignes de Gambetta :

« Je désirerais que le juge de paix devînt un magistrat d'une compétence de plus en plus grande, que sa juridiction devînt très étendue, ce qui enlèverait autant au tribunal de première instance.

« Je voudrais que cette magistrature de paix, une des merveilleuses inventions de 1790, devînt pour ainsi dire la préoccupation dominante du Gouvernement et que l'on s'attachât surtout à élever, à grandir en considération, en influence,

en autorité et en crédit le juge de paix qui vit au milieu de ces populations démocratiques. »

Si la réforme a pris, en abolissant ce terme même de juge de paix, une allure peu démocratique, on doit reconnaître que celui-ci subsiste toujours, mais sous un autre nom. Des doutes demeurent encore quant à la confiance qu'il faut accorder au nouveau juge d'instance, mais, peu à peu, l'habitude se prend des institutions nouvelles, d'autant mieux que la plupart des magistrats conservent leur office dans le même lieu. Trop de tribunaux restaient en outre sans affaire, et leur suppression a allégé le budget judiciaire.

Sans doute la réalisation du vœu de Gambetta et la refécution de la carte judiciaire auraient permis de conserver à l'organisation des tribunaux une structure harmonieuse en diminuant le nombre des magistrats et en donnant à chacun une fonction satisfaisante dans une atmosphère de sérénité. Sans doute les circonscriptions judiciaires et administratives ne sont plus à l'échelle du monde actuel. Il aurait alors fallu refondre entièrement le système et, dans sa circonscription, le juge de paix aurait subsisté avec une compétence étendue et avec le même esprit. C'était en effet la juridiction de base, qui aurait maintenu des foyers d'activité intellectuelle même en dehors des grandes villes. Cette solution aurait en plus conservé le précieux capital que constituait l'expérience des vieux juges, alors que les juges actuels, devenant itinérants, ne peuvent plus exercer leur rôle de pacificateurs car ils ont une connaissance insuffisante des gens et de leurs coutumes.

Ces diverses critiques furent souvent justifiées, mais leur raison d'être s'amenuise de jour en jour. La complexité de la législation actuelle interdit au juge de n'être plus qu'un homme de bon sens, et l'ancienne conception du bon vieux juge de paix est aujourd'hui périmée. Il faut maintenant des hommes de loi, des spécialistes, dont le recrutement pose d'ailleurs de sérieux problèmes. Comment alors aurait-on pu maintenir des structures judiciaires et administratives identiques à celles qui existaient, avec un personnel incomplet ou mal préparé à ses nouvelles fonctions ?

Il n'est pas, au reste, dans notre dessein de faire le procès ou l'apologie de la réforme. Comme toute œuvre humaine, elle a ses failles, mais l'esprit qui a présidé à son élaboration fut

celui de bon sens et de simplicité. Elle a tenté d'harmoniser à l'époque actuelle une organisation dont les fondements reposaient sur des lois promulguées depuis l'an VIII de la République jusqu'en 1955. C'est dire toute la difficulté et la complexité d'une telle entreprise. Seuls le temps et le recul nécessaire pour juger de sa valeur diront si ses promoteurs y ont réussi.

Quoi qu'il en soit, le droit vétérinaire semble, en ce qui le concerne n'y avoir point perdu. Les modifications ont principalement touché l'ancienne justice de paix, devenue le tribunal d'instance. On a vu que sa compétence absolue a été élevée et étendue, et nous résumerons ici les points capitaux de ses nouvelles attributions. -

Le tribunal d'instance connaît désormais, outre les vices rédhibitoires des animaux domestiques, des maladies contagieuses de ces animaux, et ce quelle que soit la valeur de la demande. L'appel est recevable à partir de 1.500 NF. Il est en outre fondé à connaître des actions qui ont trait aux conventions explicites ou implicites de garantie pour les vices cachés relevant du droit commun prévus par les articles 1641 et suivants du Code civil, mais seulement jusqu'à 1.500 NF en dernier ressort et jusqu'à 3.000 NF à charge d'appel, ce qui les différencie des vices réputés rédhibitoires. Pour admettre la compétence du tribunal d'instance dans tous les cas et quelle que soit la valeur des animaux, il faudrait donner à l'expression « vices rédhibitoires » un sens large qui ne semble pas encore devoir être retenu. Enfin, les actions en nullité pour erreur, violence ou dol sont du ressort du même tribunal, dans les limites fixées par l'article premier du décret n° 58-1284, comme pour les vices cachés ; si le montant de la demande pour ces motifs dépasse 3.000 NF, elles sont de la compétence du tribunal de grande instance.

Quant à la procédure, si ses modalités n'ont pratiquement pas varié, il faut noter que les actions relevant désormais de la compétence du tribunal d'instance doivent être introduites conformément à la procédure suivie devant ce tribunal. La procédure en usage pour les litiges en matière de maladies contagieuses sera donc maintenant celle usitée devant les tribunaux d'instance, au lieu de la procédure ordinaire de droit commun. Rappelons enfin que les appels des jugements des

tribunaux d'instance sont portés, sauf dérogations prévues par décret, devant la Cour d'appel et non devant les tribunaux de grande instance.

Les nouvelles dispositions ont pour but d'accélérer les formes et la marche de la justice ; elles tendent également à éliminer la possibilité de manœuvres dilatoires et à diminuer les cas de cassation. Les greffiers et huissiers ont bénéficié du même chef de mesures particulières qui leur donnent une plus large compétence et de plus grands pouvoirs pour instrumenter.

Favorable aux intérêts des justiciables, la réforme l'est sans conteste dans le domaine vétérinaire, malgré les lacunes qui demeurent encore dans la jurisprudence actuelle. Il reste à souhaiter que bientôt, en matière de contentieux animal, d'autres dispositions assouplissent davantage la législation parfois désuète des transactions portant sur les animaux domestiques, et que le droit vétérinaire tienne plus largement compte des contingences modernes imposées par l'évolution générale de l'exploitation et de la médecine des animaux domestiques.

Vu : LE PROFESSEUR RESPONSABLE
DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
FLORIO.

Vu : LE DIRECTEUR
DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
FLORIO.

Vu :
LE DOYEN
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE,
A.-H. HERMANN.

Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
L. ROCHE.
PROFESSEUR
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE.

Vu et permis d'imprimer : Lyon, le 3 Décembre 1962.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
P. LOUIS

BIBLIOGRAPHIE

Annales des Tribunaux, années 1958, 1959, 1960, 1961, 1962.

BRION (A.). — Précis-classeur de jurisprudence vétérinaire. 2^e édition 1950, mise à jour de 1952-1957. Vigot, Paris.

— Précis de jurisprudence vétérinaire. Vigot, Paris, 1962.

COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit civil français, 1920.

CUCHE et VINCENT. — Procédure civile et commerciale, 10^e édition, 1956.

DALLOZ. — Code civil, édition 1962 ; Code de procédure civile, édition 1962 ; Code rural et Code forestier, édition 1960.

FLORIO. — Cours magistral de l'année 1958-1959.

Journal Officiel des 22 et 23 décembre 1958, n° 299.

GILBERT (H.). — La procédure de droit commun en matière de contentieux vétérinaire. *Thèse de Doctorat vétérinaire*, Lyon 1958.

LIMON. — Précis de Droit français relatif aux animaux domestiques, aux viandes et aux produits d'origine animale, 1951.

— Evolution du droit vétérinaire français à la lumière des textes constitutionnels et législatifs récents. *Recueil de Médecine Vétérinaire de Lyon et de Toulouse*, mars 1959, tome CX, page 232.

PLANIOU et RIPERT. — Traité pratique de Droit civil français, 1956.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE I :	
<i>L'ancienne organisation judiciaire.</i>	
— Les tribunaux et leur compétence	11
— Les auxiliaires de justice	15
— Procédure judiciaire	18
CHAPITRE II :	
<i>La nouvelle organisation judiciaire.</i>	
— Textes législatifs	19
I — Les tribunaux	22
II — Magistrats et auxiliaires de justice	28
III — Procédure judiciaire	31
IV — Dispositions diverses	41
CONCLUSIONS	45
BIBLIOGRAPHIE	49

